



Centre de Recherche et de Documentation (CRD) de l'École Internationale des
Forces de Sécurité (EIFORCES)

Note d'éclairage du CRD/EIFORCES

Février 2022

LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE : ORIGINES ET CONSEQUENCES POUR L'AFRIQUE

Le 24 février 2022, ce qui était encore qualifié de tension entre la Russie et le monde occidental à travers l'Ukraine s'est transformé en guerre ouverte avec le déclenchement des premières hostilités sur le territoire ukrainien. Les mises en garde occidentales, les efforts diplomatiques et les menaces de lourdes sanctions n'ont pas pu empêcher la progression vers l'éclatement d'un conflit. Depuis quelques années déjà, un climat acrimonieux s'était installé autour des manœuvres militaires russes aux frontières de l'Ukraine. Pendant ce temps, le monde occidental à son tour ne se montrait pas rassurant et ne cessait de créer des incertitudes sécuritaires aux frontières de la Russie à travers des influences au cœur du pouvoir ukrainien, la volonté d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN, des menaces de sanction à l'encontre de la Russie, etc. Tels sont quelques ingrédients qui, mis ensemble, sont à l'origine de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ; laquelle s'annonce comme l'un des conflits majeurs de ce premier quart du XXI^e siècle, et dont l'impact sera sans doute déterminant pour la géopolitique mondiale dans les prochaines années. La présente note d'analyse explore les origines lointaines et l'évolution vers cette guerre, tout comme elle jette un

regard sur les conséquences en Afrique à court, moyen et long termes.

Une guerre aux origines historiques

Bien que se regardant en ennemis aujourd'hui, la Russie et l'Ukraine sont pourtant deux pays liés par l'histoire et la géographie. L'histoire entre ces deux territoires d'Europe de l'Est remonte à des millénaires. Kiev, la capitale de l'Ukraine, est issue de l'éclatement de la « Rus' de Kiev » pour donner naissance à l'Ukraine et à la Russie. La conversion au christianisme orthodoxe de Vladimir le Grand, prince païen de Novgorod et grand-prince de Kiev et son baptême dans la ville criméenne de Chersonèse en l'an 988 avait définitivement scellé la proximité entre les peuples des deux territoires (Conant, 2022).

Depuis lors, en lieu et place d'une cohabitation harmonieuse avec ses voisins, l'Ukraine a plutôt fait l'objet de multiples convoitises de puissances concurrentes depuis le XII^e siècle. Après les guerriers mongols, ce fut le tour des armées polonaise et lituanienne d'envahir le territoire

ukrainien par son flanc Ouest au XVI^e siècle. Au XVII^e siècle, les territoires situés à l'Est de la Dniepr passent sous contrôle impérial russe. Tandis que la rive droite de ce fleuve passe sous le contrôle de la Pologne. Plus tard en 1793, l'Empire russe annexe la rive droite ukrainienne et met en place un programme de russification des espaces conquis à travers l'obligation des habitants à la conversion à la religion orthodoxe russe et l'interdiction de l'utilisation ou de l'étude de la langue ukrainienne, etc.

Plus tard, après la révolution communiste de 1917, l'Ukraine entre dans une guerre civile qui la précipite entièrement dans l'Union soviétique en 1922. La grande famine qui sévit en Ukraine en 1930 entraîne non seulement la mort de millions d'ukrainiens, mais aussi, l'envahissement de l'Est de l'Ukraine par de millions de Russes et citoyens soviétiques qui ne parlent pas ukrainien et n'ont pas de véritables liens avec la région (Conant, 2022). Ces populations sont encouragées par Joseph Staline, Président de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS). Ces événements ont contribué à créer des divisions au sein des peuples de l'Europe de l'Est et principalement entre Russes et Ukrainiens, et même entre Ukrainiens à l'intérieur de leur territoire. On peut observer aujourd'hui que l'Est de l'Ukraine est depuis lors passé sous le joug russe, tandis que l'Ouest a été brinquebalé pendant des siècles entre les mains de puissances européennes comme la Pologne et l'Autriche-Hongrie (Pierre Lorrain, 2019). De ce fait, les habitants de l'Est entretiennent des liens plus forts avec la Russie et ont tendance à soutenir des dirigeants pro-russes alors que l'Ouest de l'Ukraine a tendance à soutenir des politiciens pro-Occident. Aussi, l'Est compte davantage de russophones et de

pratiquants orthodoxes tandis que certaines régions de l'Ouest sont davantage ukrainophones et catholiques.

Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991 suite à l'effondrement de l'URSS, la transition vers la démocratie et le capitalisme a été douloureuse et chaotique au point où l'union du pays semble être un projet difficilement réalisable. « Le sentiment de nationalisme ukrainien n'est pas aussi ancré à l'Est qu'à l'Ouest » (Pifer, 2020). Bien plus, certains Ukrainiens restent nostalgiques de l'ère impériale et soviétique, un souvenir pourtant considéré comme une tragédie pour d'autres. Dès le XIX^e siècle déjà, le réveil nationaliste à la mode partout en Europe n'a pas épargné l'Ukraine. De nombreuses populations furent forcées de s'exiler à cause de la politique tsariste de la Russie, peu tolérante à l'égard de toute idée de nationalisme ukrainien. Les Ukrainiens qui se sentent le plus attachés à l'Europe et à la langue ukrainienne sont surtout présents dans l'Ouest du pays, tandis qu'une bonne partie de la population de l'Est et du Sud appuie une option politique plus russophile, en plus d'être elle-même russophone.

Depuis 1991, l'alternance entre « pro-occidentaux » et « prorusses » à la présidence de la République d'Ukraine a toujours été source de tensions diverses. Ces dernières ont atteint leur paroxysme en 2004 lorsque de grandes manifestations populaires dans les rues de Kiev avaient obligé les autorités ukrainiennes à reprendre les élections présidentielles qualifiées de frauduleuses et qui avaient opposé le « pro-occidental » Viktor Louchtchenko au prorusse Léonid Koutchma.

Bucarest 2008 ou la marche vers l'escalade guerrière de 2022

Il n'est pas inutile de rappeler que l'un des déclics de l'escalade guerrière de 2022 est le sommet de l'OTAN d'avril 2008 au cours duquel le Président américain Georges W. Bush avait proposé une feuille de route de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. En réaction, le Président Russe Vladimir Poutine s'y était farouchement opposé et avait décrit la démarche américaine comme une « menace directe » pour la sécurité de la Russie.

En 2014, le Président prorusse Viktor Ianoukovitch, au pouvoir depuis 2010 refuse de se joindre à l'Union européenne (UE), et met un terme à l'accord d'association y relatif au profit de la coopération avec la Russie. Cela provoque une révolte des « pro-occidentaux » à Kiev. À la suite de la répression policière orchestrée par le gouvernement, le Président est déposé et les « pro-occidentaux » reprennent le pouvoir le 22 février 2014 et l'on donne aux manifestants et aux miliciens tués un statut de martyrs nationaux (Nicolas, 2022).

Face à cette situation quelque peu trouble, le Président de Russie Vladimir Poutine en profite pour annexer la Crimée, une péninsule stratégiquement importante sur la mer Noire. Cette initiative rencontre une forte adhésion des populations de Crimée qui l'approuvent à plus de 96 % par un référendum condamné par les puissances occidentales membres de l'OTAN et opposées à l'action des Russes en Crimée (Teurtrie, 2021). L'annexion de la Crimée a pour effet dans la région de réveiller les velléités indépendantistes jusque-là dormantes de certaines provinces ukrainiennes du Dombass notamment Donetsk et Lougansk. Les référendums organisés (jugés « illégaux » par l'Ukraine

et les puissances occidentales membres de l'OTAN) permettent à Donetsk et au Lougansk d'autoproclamer leur indépendance en tant que « Républiques populaires » tout en affirmant leur rapprochement vers la Russie. Pour mettre un terme à la crise entre l'Ukraine et les régions autonomes du Dombass, les protagonistes se retrouvent finalement le 12 février 2015 pour signer l'accord de Minsk qui prévoyant notamment le retrait des armements lourds, la libération et l'échange de l'ensemble des prisonniers et des réformes constitutionnelles en Ukraine, Donetsk et au Lougansk. Les Ukrainiens se montrent réticents face l'application de cet accord de Minsk, notamment parce qu'il impliquait de reconnaître une légitimité et un statut spécial aux séparatistes que sont Donetsk et le Lougansk.

Carte : L'Ukraine et sa frontière avec la Russie



Source : Pierre-Albert Josserand / Franceinfo.

Depuis lors, la tension entre la Russie et l'Ukraine n'a pas baissé. Pour la plupart des Ukrainiens, la menace d'une intervention russe plus large en Ukraine n'est donc que le dernier épisode d'une guerre inachevée de huit ans, malgré la signature de l'accord de Minsk en septembre 2014 entre l'Ukraine et la Russie, sous le regard de la France et de l'Allemagne. Depuis 2014, cette tension

permanente entre les parties a engendré environ 14 000 morts (Goujon, 2021 : 147).

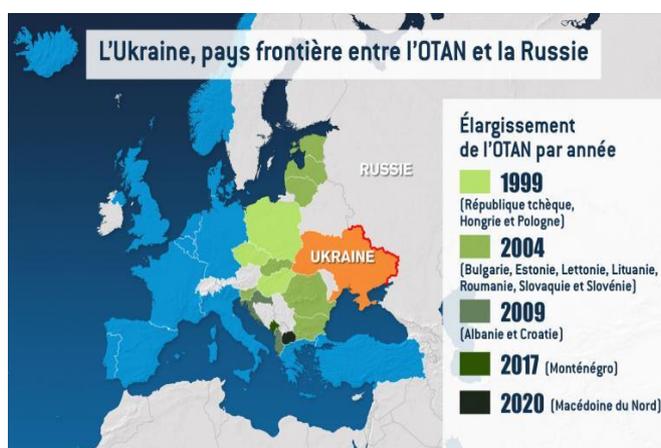
En novembre 2021, les tensions se sont exacerbées lorsque Washington a demandé à Moscou des explications sur des mouvements de troupes jugés « inhabituels » à la frontière ukrainienne. En avril déjà, la Russie avait montré ses muscles en amassant des troupes et du matériel de guerre aux frontières Est, Nord et Sud de l'Ukraine et surtout en Crimée, avant de les retirer sous la pression des Occidentaux. Dès janvier 2022, la Russie est revenue à la charge en encerclant à nouveau l'Ukraine, malgré les protestations des Occidentaux et de l'ONU.

Dans cette manœuvre, la Russie accuse les pays de l'OTAN de livrer des armes à Kiev et de mener des exercices militaires « provocants » dans la région. Face à cela, Vladimir Poutine estime qu'il est du devoir de la Russie de se défendre. Il juge la redéfinition de l'architecture sécuritaire sur le continent européen défavorable à la Russie. Pour faire baisser la tension, Poutine exige alors de la part de Washington des « garanties » écrites, dont l'assurance que l'Ukraine n'adhérera jamais à l'OTAN. Cette situation est jugée inacceptable par les Occidentaux promoteurs de l'OTAN.

La question de l'Ukraine à l'OTAN

Le fond la crise entre la Russie et l'Ukraine réside dans la question de l'Ukraine à l'OTAN car, le statut de membre à part entière de l'OTAN en cas d'adhésion définitive représente un enjeu sécuritaire de taille pour ce pays majeur de l'ex-URSS. Ce statut lui permettrait de contrer l'influence grandissante de la Russie sur son territoire et même dans la sous-région depuis la fin de l'URSS en 1991. Après l'échec d'un processus d'adhésion à Bucarest en 2008, les événements de 2014 et surtout l'annexion de la Crimée par la Russie, l'option d'une Ukraine

membre de l'OTAN est de plus en plus brandie sans pour autant se concrétiser. La collaboration entre l'Ukraine et l'OTAN a même connu un regain de vitalité depuis 2020 lorsque Kiev est devenu l'un des six pays partenaires de cette organisation, augmentant un peu plus sa collaboration avec les Occidentaux. Malgré cela, le désir du Président ukrainien Volodymyr Zelensky est de plus en plus affirmé de voir son pays rentrer dans le cercle restreint des membres de l'OTAN. Cependant, vu de Russie, l'Ukraine fait figure de dernier rempart face à l'expansion de l'OTAN à l'est.



© Tv5monde.

Malheureusement, le déclenchement de la guerre à travers l'invasion de l'Ukraine depuis le 24 février 2022 ne permettra certainement pas la concrétisation d'un tel rêve, du moins pas vraisemblablement dans un avenir proche. La progression russe à l'intérieur du territoire ukrainien est animée d'une volonté affichée de renverser le régime de Volodymyr Zelensky. Bien plus, le Président Poutine a affirmé à la télévision d'Etat Russe avoir pris la décision de lancer une « opération militaire » en Ukraine, officiellement sur demande des leaders des régions séparatistes du Dombass. En réaction, le président américain Joe Biden a qualifié cette attaque russe contre l'Ukraine de « guerre préméditée qui va entraîner des souffrances et pertes humaines catastrophiques » (Smolar, 2022).

Mais au fond, que recherche la Russie ?

Malgré les multiples mises en garde des pays occidentaux et face aux efforts diplomatiques et aux menaces de lourdes sanctions contre la Russie en cas d'attaque de l'Ukraine, Vladimir Poutine est resté sourd et est passé à l'offensive. Les bombardements et mouvements de troupes russes sont effectifs en Ukraine depuis le 24 février 2022, tandis que le président ukrainien en réaction, a instauré la loi martiale et a armé les volontaires désireux de se battre pour leur patrie l'Ukraine. Face à cela, l'offensive russe suscite des condamnations diverses au sein la communauté internationale, qui est départagée sur la meilleure manière de rétorquer à Vladimir Poutine. Bien plus, Poutine est resté vague quant à ses objectifs de guerre. Il s'est contenté d'évoquer une « opération spéciale » pour « protéger » les populations prorusses du Donbass. L'autre objectif est de « démilitariser et dénazifier l'Ukraine » qui pour lui représenterait une menace pour la sécurité de la Russie. Le but affiché par Poutine « a toujours été de faire de l'Ukraine une province *de facto* de la Russie, au même titre que la Biélorussie » (Grant, 2022).

Concrètement, il ne s'agirait pas d'une invasion totale car, les russes pourraient se contenter d'une partie du territoire ukrainien au regard de ce qu'en reconnaissant les régions séparatistes, Vladimir Poutine a omis de dire dans quelles frontières il les reconnaissait (Seibt, 2022). Il pourrait s'agir des territoires actuellement sous contrôle des troupes prorusses ou alors des régions revendiquées en 2014, et cela a tout son sens et lui procure sans doute un but de guerre. A observer de près, cette rhétorique guerrière du Kremlin ne suggère pas une invasion de grande ampleur, suivie d'une occupation. « Toute

la propagande a été axée autour des souffrances infligées aux populations prorusses du Donbass. Les Ukrainiens ont aussi été présentés comme des victimes des agissements de leurs dirigeants. Difficile dans ce contexte de justifier à la population russe une guerre de grande ampleur contre des individus présentés comme des victimes » (Fridman, 2022). Bien plus, rapatrier une partie de l'Ukraine actuelle sous le giron russe au nez et à la barbe de l'OTAN serait suffisant pour atteindre l'objectif de Vladimir Poutine qui est « de rendre son lustre à la Russie sur la scène internationale » (Fridman, 2022).

L'OTAN, les Occidentaux...

Une constance demeure : la guerre de la Russie en Ukraine est sans doute la conséquence directe de l'attentisme des puissances occidentales membres de l'OTAN. Après la guerre de Géorgie en 2008 et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, l'OTAN n'a pas suffisamment compris l'urgence de maximiser sa présence militaire dans l'Est de l'Europe. Le faisant, elle aurait pu contrer la progression russe dans ses ambitions de briser l'OTAN, rêve nourri mais jamais concrétisé par l'URSS en son temps. La guerre étant désormais ouverte, ne pouvant pas intervenir directement pour protéger l'Ukraine non membre de l'OTAN, il ne reste plus aux Occidentaux que la voie diplomatique et/ou l'envoi des armes et munitions à l'armée ukrainienne pour l'aider à combattre l'ennemi commun, à elle et ses thuriféraires ouest-ukrainiens, qu'est la Russie. L'OTAN pourrait aussi envisager l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de ses pays membres.

Face à la paralysie de l'ONU du fait de l'usage du veto russe et de la solidarité agissante que lui témoigne la Chine au

Conseil de sécurité, l'Union européenne et les Etats unis d'Amérique ont pris une panoplie de sanctions contre la Russie. Il s'agit des sanctions économiques et financières, allant notamment de l'exclusion totale ou partielle de la Russie du système SWIFT, de l'embargo sur le gaz et sur le pétrole russe. Cependant, la France, l'Allemagne et l'Italie ayant d'énormes intérêts économiques en Russie, ces sanctions, si elles aboutissent à un véritable bouclier, seront très handicapantes dans les deux camps. Aussi, il se trouve que depuis 2014, la Russie s'était employée à accroître ses réserves dans les domaines névralgiques tels que les devises et l'or, ce qui lui permettrait de résister aux chocs créés par d'éventuelles sanctions.

Vladimir Poutine pour sa part a menacé l'Occident de « conséquences [qu'elle n'a] encore jamais connues » en cas d'intervention pour aider l'Ukraine. Il s'agit d'une manière de brandir la menace de l'utilisation de l'arme nucléaire face aux Occidentaux en cas d'intervention directe aux cotés de l'Ukraine. Il n'est tout de même pas inutile de relever que cette guerre résulte aussi de la géopolitique provocatrice de Washington depuis la fin de la guerre froide. L'offensive de 2008 réveillait une fin de la guerre froide encore mal digérée par l'ancien membre du KGB, Poutine. Les tours de passe-passe Medvedev-Poutine se sont toujours inscrits dans la construction du leadership d'une Russie post-bipolaire qui ne plierait plus jamais l'échine devant quiconque.

Quelles conséquences pour l'Afrique ?

Dès les premières heures des attaques russes en Ukraine, l'Afrique du Sud et le Kenya on fait entendre leur voix à travers leurs Présidents respectifs, pour appeler au dialogue. Dès le lendemain,

c'était le tour du Président en exercice de l'Union africaine Macky Sall, par ailleurs Président du Sénégal. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine a aussi appelé à la fin de l'escalade et à un retour sur la table du dialogue. Dans un communiqué conjoint, ces leaders africains ont exprimé « leur extrême préoccupation face à la très grave et dangereuse situation créée en Ukraine ». Ils ont appelé « la Fédération de Russie et tout autre acteur régional ou international au respect impératif du droit international, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Ukraine » (Vendrey, 2022). Cependant, au regard du poids politique de l'Afrique sur la scène internationale, ces appels ont très peu de chance d'être entendus.

Sur le plan économique par contre, l'impact de cette guerre sur le continent africain risque d'être considérable. L'on redoute une envolée du prix du pétrole qui se répercutera inexorablement sur ceux des transports, tout comme la progression du dollar par rapport à d'autres devises pourrait provoquer une pression supplémentaire sur les monnaies africaines et renchérir le coût de la vie. Cela est d'autant plus inquiétant du point de vue de l'inflation que les perspectives d'une chute de production des céréales font craindre une flambée des prix, alors que plusieurs pays africains importent l'essentiel de leur blé de ces deux pays aujourd'hui en guerre. L'Egypte et le Cameroun importent près de 90 % de leur blé de Russie et d'Ukraine, la Libye importe 43 % de sa consommation totale de blé d'Ukraine et le Kenya importe l'équivalent de 75 % de son blé d'Ukraine et de Russie (FAO, 2021). La réalité est que si tôt la guerre entamée, l'on a noté une hausse vertigineuse du prix du blé sur le marché international. Sur Euronext, le prix de la tonne de blé meunier s'est envolé pour

atteindre 344 euros le 24 février (+12% en moins de 24 heures).

Même si le prix du baril de pétrole a dépassé les 100 dollars dès le lendemain de l'intervention russe en Ukraine, la situation pourrait toutefois booster les exportations Sud-africaines de palladium dans l'hypothèse où la production de son principal concurrent russe serait affectée par le conflit, car l'Afrique du Sud est le deuxième producteur au monde de ce métal prisé par l'industrie automobile et par le secteur des technologies, juste derrière la Russie (Vend्रेly, 2022)

Sur le plan humain, de dizaines de milliers d'étudiants africains sont scolarisés aussi bien en Ukraine qu'en Russie. La guerre, au regard de l'insécurité qu'elle génère pourrait ainsi mettre un terme à leurs études dans ces pays, ce qui constitue d'énormes pertes pour leurs pays d'origine et le continent tout entier. En outre, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants bénéficient de bourses d'études. Ils représentent aujourd'hui l'essentiel des ressortissants du continent africain en Ukraine.

Possibilités de renforcement de la coopération avec l'Afrique tout de même

La guerre et les effets des sanctions occidentales sur la Russie pourraient, contrairement à certaines attentes, donner la possibilité à la Russie de consolider sa présence sur le continent africain, en tirant profit du sentiment russophile de plus en plus grandissant en Afrique au Sud du Sahara. Le cas de l'Ukraine n'en n'est pas si différent.

Opportunité de consolidation d'une présence russe en nette progression

La Russie se positionne depuis quelques années comme un partenaire sûr et sérieux pour l'Afrique. L'effet des sanctions occidentales sur son économie va certainement pousser la Russie à renforcer sa présence sur le continent africain. Déjà active dans plusieurs secteurs d'activité, elle va déployer des efforts pour vendre aussi des contrats clés en main ou pour fournir à la fois de l'énergie, des services, du conseil politique et du matériel militaire par le biais d'une galaxie d'entreprises publiques ou privées. À ce jour sa présence est visible dans les hydrocarbures à travers des entreprises comme Rosneft, Gazprom ou Lukoil, aussi bien au Maghreb qu'en Afrique subsaharienne. Les secteurs miniers et métallurgiques sont aussi privilégiés à travers Rusal dans les bauxites, Nordgold, Vi Holding dans le platine, Alrosa dans les diamants angolais ou encore Renova pour le manganèse sud-africain (Koffi, 2022). Le nucléaire n'est pas en reste. C'est le troisième secteur où la Russie souhaite se développer en Afrique. En Égypte, Rosatom a signé un accord pour construire une centrale nucléaire à El-Dabaa. Au Rwanda, elle doit construire un centre de recherches sur le nucléaire. L'entreprise est également présente en Éthiopie, au Ghana et en Zambie (Koffi, 2022). Moscou propose également des solutions informatiques comme MyOffice, présent au Cameroun ou en République démocratique du Congo, y compris au sein des administrations. Cette percée économique s'accompagne d'une visée géopolitique comme l'atteste sa présence en République centrafricaine, au Mali, etc. ces dernières années, au détriment de la France.



© Tv5monde.

L'Ukraine aussi...

À l'instar de la Russie et moins puissante qu'elle, l'Ukraine a développé de solides relations commerciales avec un certain nombre de pays d'Afrique depuis l'époque soviétique. Elle entretient de solides rapports commerciaux avec de nombreux pays africains tels que le Nigéria, la Guinée Conakry, l'Angola, l'Ouganda, etc. Aux pays africains, Kiev fournit des équipements agricoles, des produits de métallurgie, etc. La guerre risque d'en constituer un sérieux handicap au détriment des deux parties. Aussi, l'Ukraine est une destination de choix pour les étudiants africains, surtout pour des formations relevant du domaine de la médecine et de l'ingénierie médicale. La diaspora africaine en Ukraine est aujourd'hui estimée à près de 76 000 personnes, en majorité des étudiants (Koffi, 2022). Parmi les dix pays majeurs d'origine des étudiants étrangers en Ukraine, trois sont africains, à savoir le Maroc, le Nigéria et l'Égypte.

In fine, ce qui arrive à l'Ukraine devrait éventuellement attirer l'attention des Africains, leaders politiques majoritairement pro-occidentaux, sur ce qui ressemblerait à un « appétit territorial à la Poutine ». L'un des rêves de Moscou depuis la fin de la Seconde guerre mondiale est de satelliser l'Afrique d'une manière ou d'une autre. Les sommets Russie-Afrique en sont

une rémanence et doivent être également perçus comme des signaux forts (Pountounigni Njuh, 2019 : 12-16). La présence russe en Afrique est saluée par les masses dites « panafricanistes » ou révolutionnaires anti-occidentales. Mais attention, à fuir le feu du néocolonialisme pour finir noyés dans l'océan d'un amour aveugle. Au fond, les Africains devraient aller au-delà des discours de condamnation et des commentaires grand public, pour prendre conscience de l'ampleur que les irrédentismes et autres procédés d'accaparement des terres et conquêtes de marchés des grandes puissances risquent d'avoir comme enjeu des jeux géopolitiques dans les années à venir. Bref, c'est une confrontation entre géants (OTAN *versus* Russie) vis-à-vis de laquelle l'Afrique devrait être vigilante aussi, et penser aux éventualités de pouvoir compter sur ses propres ressources, à affûter, en cas de globalisation de cette guerre.

En guise de conclusion, il convient de relever qu'au sens géopolitique et stratégique, l'on voit en l'attaque de l'Ukraine par la Russie, un retour ou une ambition de reconfiguration de l'URSS du temps de la Guerre froide. Il s'agit de la résurrection géopolitique de l'URSS portée par un homme (Vladimir Poutine) dont l'ambition a toujours été de ressembler à Staline, grand architecte de l'URSS (Teurtrie, 2021). C'est une guerre qui s'inscrit aussi dans la logique de parachèvement du travail entamé en 2014 lors de l'occupation de la Crimée par la Russie. Il apparaît enfin que la guerre déclenchée depuis le 24 février 2022 laisse observer une ambition de repositionnement de l'ordre mondial. C'est une question géopolitique très complexe face à laquelle l'ONU, garant de la paix mondiale se montre malheureusement impuissante. Par conséquent, il serait important et primordial

pour l'ensemble de la communauté internationale de mieux se saisir de la question pour y apporter des solutions qui éviteront à l'humanité, l'expérience d'une troisième guerre mondiale ou ce qui y ressemblerait.

Références :

Chamontin Laurent (2017), *Ukraine et Russie : pour comprendre*, Chamotin et Diploweb.

Conant Eve (2022), « Russie-Ukraine : les origines de la crise expliquées », <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/russie-ukraine-les-origines-de-la-crise-expliquees>

Emilie Nicolas (2022) « L'énigme ukrainienne », <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/678786/chronique-l-enigme-ukrainienne>

Goujon Alexandra (2021), *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre*, Paris, Cavalier bleu.

Lorrain Pierre (2019), *L'Ukraine, une histoire entre deux destins*, Erevan, Bartillat.

Moncaubeig Francis (2019), *L'Ukraine: De l'Antiquité à 2015 Une histoire abrégée, un regard particulier*, Tours, Sutton.

Omar Lucien Koffi (2022), « Guerre en Ukraine : quelles conséquences pour l'Afrique ? », <https://lejournaldelafrique.com/lafrique-daujourd'hui/guerre-en-ukraine-quelles-sequences-pour-lafrique/>

Piotr Smolar (2022), « Guerre en Ukraine : face à la Russie, le pari de Joe Biden sur la force à long terme des mesures de rétorsion », *Le Monde*, 25 février, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/25/guerre-en-ukraine-face-a-la-russie-le-pari-de-joe-biden-sur-la-force-a-long-terme-des-sanctions_6115169_3210.html

Pountougnigni Njuh Ludovic Boris (2019), « Moscou, Belgrade et l'anticolonialisme : dynamiques historiques d'une aide extérieure à l'émancipation de l'Afrique (dé)colonisée (1920-1990) », *DIACRONIE Studi di Storia Contemporanea, Rivista e risorsa digitale indipendente a carattere storiografico*, n°37/1.

Réveillard Marie-France (2022), « Quelles répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine pour l'Afrique ? », <https://afrique.latribune.fr/politique/2022-02-25/quelles-repercussions-de-la-guerre-entre-la-russie-et-l-ukraine-pour-l-afrique-904862.html#xtor=AL-13>

Seibt Sébastien (2022), « Guerre en Ukraine : six questions sur le début de l'offensive russe », <https://www.france24.com/fr/europe/20220224-guerre-en-ukraine-six-questions-sur-le-d%C3%A9but-de-l-offensive-russe>

Teurtrie David (2021), *Russie - Le retour de la puissance*, Paris, Armand Colin.

Vendrey Matthieu (2022), « Sanctions contre la Russie : pourquoi l'Afrique pourrait en profiter ? », <https://information.tv5monde.com/afrique/sanctions-contre-la-russie-pourquoi-l-afrique-pourrait-en-profiter-446065>

Equipe technique et scientifique

Superviseur général : Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES ;

Superviseur général adjoint : Commissaire Divisionnaire THOM Cécile OYONO, Directeur General Adjoint de l'EIFORCES ;

Coordination scientifique : Commissaire Divisionnaire, Docteur PASSO SONBANG Elie, Chef du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES ;

Coordination technique : Commissaire de Police Principal, TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, Epse NOUNKOUA, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES ;

Collaboration :

- Dr Eric Wilson FOFACK enseignant chercheur à l'Université de Dschang ;
- M. NJIFON Josué, Chef service traduction et interprétariat de l'EIFORCES ;
- M. NENENGA Driscole AGBORSUM, Assistant de recherche et de traduction/CRD.